

De deskundigen die niet behoren tot de Diensten van de Regering en van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" genieten een zitgeld van maximum 50 euro per uur.

§ 5. De beslissingen van het Comité voor projecten worden bij consensus genomen onder de aanwezige leden.

Bij gebrek aan dergelijke consensus, worden de beslissingen bedoeld bij het vorige lid bij gewone meerderheid van stemmen genomen.

Art. 5. De Minister bevoegd voor de preventie van mishandeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel 23 november 2016.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en
voor de Promotie van Brussel,

R. MADRANE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200167]

22 DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code de la Fonction publique wallonne et l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts en vue de supprimer le rang D4 du niveau D

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques au Département de la Nature et des Forêts;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 octobre 2016;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole n° 712 du Comité de secteur XVI, établi le 28 octobre 2016;

Vu l'avis n° 60.146/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 décembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne

Article 1^{er}. Dans l'article 5, alinéa 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, le mot "quatre" est remplacé par le mot "trois".

Art. 2. Dans l'article 6 du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 15°, le mot "qualifié" est abrogé;

b) le 16° est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 9 du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 13 septembre 2007 et 15 mai 2014, les mots "d'adjoint qualifié" sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article 47, § 2, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, le mot "et" est inséré entre les mots "d'assistant principal" et les mots "d'adjoint principal" et les mots "et d'adjoint qualifié" sont abrogés.

Art. 5. Dans l'intitulé de la sous-section 2, de la section I^{re}, du chapitre V, titre, II, Livre I^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, les mots "d'adjoint qualifié" sont abrogés.

Art. 6. Dans l'article 48 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 4°, le mot "qualifié" est abrogé;

b) le 5° est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 49, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans l'alinéa 2, le mot "qualifié" est abrogé;
- b) l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 8. Dans l'article 53, § 1^{er}, 4^o, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, le mot "qualifié" est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 234 du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans le 16^o, le mot "qualifié" est abrogé;
- b) le 17^o est abrogé.

Art. 10. Dans la colonne "rang" du niveau D du tableau de l'annexe II, section I^{re}, du même arrêté, les lignes "D1, D2 et D3 (Rang D3 au recrutement)" et "D1, D2, D3 et D4 (Rang D4 au recrutement)", remplacées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007, sont fusionnées et remplacées par la ligne "D1, D2 et D3".

Art. 11. Dans le tableau du niveau D de l'annexe XIII du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012, l'échelle du rang D4 est abrogée.

*CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015
relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts*

Art. 12. Dans l'article 1^{er}, 5^o et 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts le mot "qualifiés" est à chaque fois abrogé.

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Art. 13. Les adjoints qualifiés sont nommés d'office au grade d'adjoint. Ils conservent l'ancienneté acquise au rang D3 dans le grade d'adjoint qualifié.

Les agents du rang D4 sont nommés d'office au rang D3. Ils ne conservent pas les anciennetés de rang et d'échelle acquises au rang D4. Ils prennent rang dans le grade d'adjoint à la date de leur nomination.

Art. 14. Les réserves de recrutement pour les métiers du rang D4 existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont consultées pour les emplois de ces métiers au rang D3.

Les sélections statutaires en cours pour les métiers du rang D4 à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputées organisées pour les mêmes métiers du rang D3.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

Art. 16. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 22 décembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/200167]

22. DEZEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen zur Aufhebung des Dienst-rangs D4 der Stufe D

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen;

Aufgrund der am 17. Oktober 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. Oktober 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. Oktober 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 28. Oktober 2016 aufgestellten Protokolls Nr. 712 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 7. Dezember 2016 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 60.146/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst und des Ministers für Natur;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes*

Artikel 1 - In Artikel 5 Absatz 2 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, unnummeriert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2005 und ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 wird das Wort "vier" durch das Wort "drei" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 6 desselben Erlasses, unnummeriert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2005 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

- a) unter Ziffer 15 wird das Wort "qualifizierten" aufgehoben;
- b) Ziffer 16 wird aufgehoben.

Art. 3 - In Artikel 9 desselben Erlasses, unnummeriert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2005 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007 und vom 15. Mai 2014, wird die Wortfolge "eines qualifizierten Beigeordneten" aufgehoben.

Art. 4 - In Artikel 47 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 wird das Wort "und" zwischen die Wortfolge "des Hauptassistenten" und die Wortfolge "des Hauptbeigeordneten" eingefügt und wird die Wortfolge "und des qualifizierten Beigeordneten" aufgehoben.

Art. 5 - In Buch I, Titel II, Kapitel V, Abschnitt I, Unterabschnitt 2 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016 wird die Wortfolge "des qualifizierten Beigeordneten" aufgehoben.

Art. 6 - In Artikel 48 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

- a) unter Ziffer 4 wird das Wort "qualifizierten" aufgehoben;
- b) Ziffer 5 wird aufgehoben.

Art. 7 - In Artikel 49 § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juli 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

- a) in Absatz 2 wird das Wort "qualifizierten" aufgehoben;
- b) Absatz 3 wird aufgehoben.

Art. 8 - In Artikel 53 § 1 Ziffer 4 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird das Wort "qualifizierten" aufgehoben.

Art. 9 - In Artikel 234 desselben Erlasses, unnummeriert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2005 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

- a) unter Ziffer 16 wird das Wort "qualifizierten" aufgehoben;
- b) Ziffer 17 wird aufgehoben.

Art. 10 - In der Sparte "Rang" der Stufe D der Tabelle des Anhangs II Abschnitt I desselben Erlasses werden die Zeilen "D1, D2 und D3 (Rang D3 bei der Anwerbung)" und "D1, D2, D3 und D4 (Dienststrang D4 bei der Anwerbung)", ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007, verbunden und durch die Zeile "D1, D2 und D3" ersetzt.

Art. 11 - In der Tabelle der Stufe D von Anhang XIII desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012 wird die Gehaltstabelle des Rangs D4 aufgehoben.

KAPITEL II — *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen*

Art. 12 - In Artikel 1 Ziffern 5 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen wird der das Wort "qualifizierten" jedes Mal aufgehoben.

KAPITEL III — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 13 - Die qualifizierten Beigeordneten werden von Amts wegen im Dienstgrad eines Beigeordneten ernannt. Sie behalten das im Dienststrang eines qualifizierten Beigeordneten erlangte Dienstalter im Rang D3.

Die Bediensteten des Ranges D4 werden von Amts wegen im Rang D3 ernannt. Sie behalten das im Rang D4 erlangte Dienstalter im Rang und in der Gehaltstabelle nicht. Am Datum ihrer Ernennung nehmen sie einen Rang im Dienstgrad eines Beigeordneten ein.

Art. 14 - Die Anwerbungsreserven für die Berufe des Ranges D4, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses Gültigkeit hatten, werden für die Stellen dieser Berufe des Ranges D3 berücksichtigt.

Die laufenden Auswahlverfahren für statutarische Bedienstete der Berufe des Ranges D4, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses Gültigkeit hatten, gelten als Auswahlverfahren für dieselben Berufe des Ranges D3.

Art. 15 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2007 in Kraft.

Art. 16 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Dezember 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
C. LACROIX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/200167]

22 DECEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de Waalse Ambtenarencode en van het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen om rang D4 van niveau D te schrappen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 oktober 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 oktober 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 oktober 2016;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op protocol nr. 712 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 28 oktober 2016;

Gelet op advies 60.146/4 van de Raad van State van 7 december 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode*

Artikel 1. In artikel 5, tweede lid, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, vernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 en vervangen en bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 wordt het woord "vier" vervangen door het woord "drie".

Art. 2. In artikel 6 van hetzelfde besluit, vernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 en laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 15° wordt het woord "geschoolde" opgeheven;

b) punt 16° wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 9 van hetzelfde besluit, vernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 13 september 2007 en 15 mei 2014, worden de woorden "geschoolde adjunct" opgeheven.

Art. 4. In artikel 47, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het woord "en" ingevoegd tussen de woorden "eerstaanwend assistent" en de woorden "eerstaanwend adjunct" en de woorden "geschoolde adjunct" worden opgeheven.

Art. 5. In het opschrift van onderafdeling 2, van Afdeling, I, Hoofdstuk V, Titel II, Boek I van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016, worden de woorden "geschoolde adjunct" opgeheven.

Art. 6. In artikel 48 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 4° wordt het woord "geschoolde" opgeheven;

b) punt 5° wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 49, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juli 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid wordt het woord "geschoold" opgeheven;

b) lid 3 wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 53, § 1, 4°, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt het woord "geschoolde" opgeheven.

Art. 9. In artikel 234 van hetzelfde besluit, vernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 en laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in 16° wordt het woord "geschoolde" opgeheven;
- b) punt 17° wordt opgeheven.

Art. 10. In kolom "rang" van niveau D van de bijlage, afdeling I, bij hetzelfde besluit, worden de lijnen "D1, D2 en D3 ((Rang D3 bij de aanwerving) en "D1, D2, D3 en D4 (Rang D4 bij de aanwerving)", vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007, samengevoegd en vervangen door de lijn "D1, D2 en D3".

Art. 11. In tabel van niveau D van bijlage XIII bij hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012, wordt de weddeschaal van rang D4 opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen*

Art. 12. In artikel 1, 5° en 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen wordt het woord "gekwalificeerde" telkens opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 13. De gekwalificeerde adjuncten worden van ambtswege tot de graad van adjunct benoemd. Ze behouden de anciënniteit verworven in de rang D3 in de graad van gekwalificeerde adjunct.

De personeelsleden van rang D4 worden van ambtswege in de rang D3 benoemd. Ze behouden de rang- en weddeschaalanciënniteiten verworven in de rang D4 niet. Ze nemen rang in de graad van adjunct op de datum van hun benoeming.

Art. 14. De op de datum van inwerkingtreding van dit besluit bestaande wervingsreserves voor de beroepen van rang D4 worden geraadpleegd voor de betrekkingen van die beroepen in de rang D3.

De op de datum van inwerkingtreding van dit besluit lopende statutaire selecties voor de beroepen van rang D4 worden geacht georganiseerd te zijn voor dezelfde beroepen van rang D3.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2017.

Art. 16. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 december 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/10180]

12 JANVIER 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale établissant la procédure applicable à la prime au bénéfice de personnes titulaires d'un droit réel sur un bien immobilier situé en Région de Bruxelles-Capitale dans lequel elles et leur ménage sont domiciliés

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui est applicable à la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 8, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu l'ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale, particulièrement les articles 35, 36, 37 et 38;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 mars 2015 réglant le changement d'appellation du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 décembre 2016 portant désignation des fonctionnaires compétents dans le cadre de la prime au bénéfice de personnes titulaires d'un droit réel sur un bien immobilier situé en Région de Bruxelles-Capitale dans lequel elles et leur ménage sont domiciliés;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 6 décembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 décembre 2016;

Vu l'avis n° 60.674/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 décembre 2016, en application de l'article 3, § 1^{er} et article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées du 12 janvier 1973;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/10180]

12 JANUARI 2017. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de procedure van toepassing op de premie ten bate van personen die houder zijn van een zakelijk recht op een onroerend goed gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin zij en hun gezin gedomicilieerd zijn

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus tot hervorming der instellingen die van toepassing is op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest krachtens artikel 8, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 12 december 2016 houdende het tweede deel van de fiscale hervorming inzonderheid de artikelen 35, 36, 37 en 38;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 maart 2015 tot regeling van de naamswijziging van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 december 2016 tot aanwijzing van de ambtenaren in het kader van de premie ten bate van personen die houder zijn van een zakelijk recht op een onroerend goed gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarin zij en hun gezin gedomicilieerd zijn;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 6 december 2016;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 15 december 2016;

Gelet op het advies nr. 60.674/4 van de Raad van State, gegeven op 22 december 2016, met toepassing van artikel 3, § 1, en artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;